

expression politique

OPPOSITION

Groupe Poitiers, l'avenir s'écrit à taille humaine

Un budget de communication, au service d'un mandat de communication

La ville vient d'adopter son budget 2024, et une nouvelle fois nous regrettons le décalage entre le discours et les actes. La transition écologique est affirmée dans les mots comme priorité. Force est de constater pourtant qu'en 2024, les crédits prévus par la majorité municipale pour l'environnement seront en baisse et les investissements dédiés à la transition écologique

seront en forte diminution. La justice sociale continue à être présentée dans les mots comme prioritaire. Pourtant en 2024 le démantèlement de la résidence autonomie Edith Augustin se poursuit et il n'y a pas une semaine où des parents ne se voient pas annoncé que le créneau d'accueil de leur enfant en crèche collective ferme, sans qu'aucune alternative ne leur soit proposée. En 2024, les crédits alloués aux associations du pôle justice sociale sont prévus à la baisse. Les quartiers sont déclarés comme nouvelle priorité pour 2024. Là encore, la réalité c'est qu'en annonçant la mise en parenthèse des budgets participatifs, les habitants de ces mêmes quartiers perdent en pouvoir d'agir. Surtout, ce sont ces mêmes quartiers qui subissent les retards des investissements de la collectivité. Poitiers Sud n'aura pas ses écoles de renouvelées, les Couronneries ne sont pas renouvelées au rythme qui le

faudrait, et nous pourrions multiplier les exemples. Aux mots et à une communication bien rodés, nous préférons les actes. Et des actes, ils en manquent beaucoup trop.

François Blanchard

Groupe Notre priorité, c'est vous !

Prévenir et lutter pour que les atteintes aux femmes cessent

Lors du conseil municipal du 15 janvier dernier, j'ai rappelé que la parole des femmes et de toutes les victimes de violences, de harcèlement ou de sexisme, doit être entendue, dans le respect évidemment de la présomption d'innocence. Dans

son dernier rapport sur l'état du sexisme en France, le Haut Conseil à l'Egalité fait un constat grave : d'un côté, les violences sexuelles et sexistes ne cessent d'augmenter, ce qui amène 86 % des femmes à changer leur comportement pour les éviter ; et de l'autre de plus en plus d'hommes, notamment dans la tranche 25-34 ans, considèrent que le féminisme menace leur place et leur rôle. 92 % de la population pensent que les femmes et les hommes ne sont pas traités de la même manière et notamment dans le monde du travail. Il est urgent de réagir pour que ces atteintes ne perdurent pas, en éduquant dès le plus jeune âge et en sanctionnant si nécessaire. En tant qu'élus, nous nous devons de prévenir et de lutter pour qu'enfin ces atteintes cessent.

Isabelle Chedaneau pour le groupe Notre priorité, c'est vous !



ÉGALITÉ !

POITIERS SE MOBILISE

MARS 2024



PROGRAMME COMPLET
SUR **POITIERS.FR**

© 2024 Poitiers Mag

expression politique

MAJORITÉ

Groupe Poitiers Collectif

L'épidémie des fake news : un danger pour la démocratie

Les fameuses fake news, des informations fallacieuses diffusées délibérément pour induire en erreur, ou simplement partagées par naïveté, sont devenues ces dernières années un outil de manipulation politique redoutable. Au lieu de favoriser le dialogue, les fake news encouragent la méfiance et l'hostilité, affaiblissant ainsi le tissu social. L'émergence et la propagation de fausses informations ont atteint des niveaux alarmants, sapant la confiance du public et compromettant le processus démocratique lui-même. Les réseaux sociaux, où l'on peut partager d'un seul clic, mais où vérifier l'information prend forcément plus de temps sont le lieu privilégié de cette désinformation. Le principe de Brandolini indique que la quantité d'énergie nécessaire pour réfuter une bêtise est infiniment supérieure à celle nécessaire pour la produire. Et les possibilités offertes par l'intelligence artificielle, par exemple sur la création d'images reprenant les visages de personnes réelles, vont rendre les choses encore plus compliquées. Il est impossible à chaque nouvelle, à chaque information, d'aller à la source et de tout vérifier, c'est pourquoi préserver une relation de confiance avec les médias est nécessaire. Les fake news déforment le débat politique en détournant l'attention des véritables enjeux. À l'échelle locale, plusieurs informations complètement fausses se sont déjà répandues en quelques heures, créant des inquiétudes chez les habitant-e-s. Comment

savoir si les centaines de personnes touchées par les publications ont bien pu prendre connaissance des démentis ? Apporter des informations concrètes et ouvrir le dialogue sur de réels enjeux est d'autant plus compliqué si une partie de notre temps et de notre énergie doit être utilisée à rétablir des vérités qui n'auraient pas dû être remises en cause. Cette pensée qui consiste à prendre les choses « par le petit bout de la lorgnette », qui favorise les amalgames et nuit au débat public, est un véritable danger pour notre démocratie. Chaque situation est une somme d'éléments qui forme un tout et ne peut ainsi se limiter à une seule de ces parties. Il est nécessaire de prendre le temps d'exposer la complexité des situations, de prendre le temps du recul critique mais aussi le temps de l'analyse détaillée. Ainsi chaque citoyen-ne doit avoir accès à l'ensemble des points afin de se faire une opinion éclairée. Sans oublier la place souvent occultée de la science, en partie malmenée dans ses fondations, phénomène qui peut ouvrir une brèche à certaines formes d'obscurantisme. Les médias et les réseaux sociaux ne sont pas les seuls responsables, le personnel politique aussi porte une responsabilité dans cette dérive. Lorsque qu'Amélie Oudéa-Castéra qui concède que « la réalité [lui] a donné tort » au sujet des « paquets d'heures non-remplacées », les éléments de langage viennent remplacer la vérité. Et la confiance entre les citoyen-ne-s et leurs représentant-e-s se rompt peu à peu... Les responsables politiques, les médias, les associations et les citoyens ont un rôle à jouer dans cette lutte. Les citoyen-ne-s doivent faire preuve de vigilance et de discernement face aux informations et dans les médias sociaux. Les associations, telles que La Quadrature du net ou Acrimed, peuvent développer une éducation aux médias et

à la citoyenneté numérique. Les médias doivent redoubler d'efforts pour vérifier les faits et fournir une information fiable. Les responsables politiques doivent jouer le jeu de la transparence et accepter la contradiction. Pour préserver la démocratie, il est impératif de lutter contre la désinformation et de promouvoir la vérité, la transparence, et la responsabilité dans la sphère publique (et politique).

Poitiers Collectif

Groupe Communiste Républicain et Citoyen

« Y a quelque chose qui cloche là-dedans »

Selon Einstein, « la définition de la folie, c'est de refaire toujours la même chose et d'espérer des résultats différents ». À l'heure où la fondation Abbé-Pierre dénonce une fois de plus « l'aggravation alarmante de la crise du logement », G. Kasbarian, à l'origine de la loi qui criminalise les sans-logis et les locataires en situation d'impayés, se voit bombardé ministre du Logement. Sa feuille de route est de dépecer d'ici l'été la loi SRU qui impose aux communes de plus de 3 500 habitants de se doter de 25 % de logements HLM. Fin 2023, le Sénat a rejeté un article du projet de loi de finance par lequel l'industrie de l'armement aurait eu accès à la manne du livret A. Rappelons que le livret A est historiquement dévolu au financement du logement social. En 2009 N. Sarkozy l'avait fortement abîmé en cédant une partie aux profits des banques privées. Cette volonté que l'épargne populaire serve à fabriquer des bombes, dans le contexte actuel de hausse de la pauvreté et de pénurie de logements, est dramatique. Mais

ça n'est pas l'œuvre de fous, mais bel et bien la continuité de la mise en application de mesures libérales par ceux qui défendent et servent les intérêts de leur classe.

Le groupe

Groupe Génération.s solidaire et écologique

Questionner la place de l'animal

La place de l'animal dans la ville, et plus largement dans notre entourage, est à questionner. La distinction entre animal sauvage et animal domestique, ou entre nuisible et souhaitable, peut être dépassée par une éducation à la nature à la portée de tous et toutes ! Dans la même optique, Poitiers a été la première ville de France à signer en 2022 la charte Etica, qui vise à surveiller le bien-être et la bientraitance des animaux dans les filières d'élevage, d'abattage et de transport. Concrètement, cela signifie que les professionnels de la restauration collective sont désormais en mesure de valoriser le bien-être animal dans la commande publique, et de servir aux enfants et aux agents de Poitiers une viande issue d'élevages engagés. C'est un grand pas en avant dans la sensibilisation des habitantes et des habitants à une agriculture plus responsable, en route vers la transition écologique.

Élodie Bonnafous